

S'organiser pour continuer

Le retour à la normale tant annoncé a raté son rendez-vous avec les vacances. Chaque jour les blocages continuent et ce mercredi un quart des stations n'étaient toujours pas approvisionnées. Dans le même temps, l'auto-organisation s'enracine : rapidité de décision et d'action, mobilité, prise d'initiative, mais aussi assemblées populaires, caisses de grève et de solidarité.

Blocage de la plateforme de frêt le **jeudi 21** et du centre logistique Carrefour le lendemain par des cheminots, routiers, précaires et étudiants.

26 octobre : coupures sauvages d'électricité dans une douzaine de postes de transformation d'une zone industrielle de Villeneuve-d'Asq.

27 octobre, deux dépôts belges sont bloqués en solidarité avec le mouvement français. Les bloqueurs obtiennent l'arrêt des livraisons d'urgence en direction de la France.

Piquets mobiles quotidiens : blocage de la galerie commerciale, du dépôt pétrolier du port de commerce puis de la gare.

19 octobre, les forces de l'ordre barrent l'accès du dépôt pétrolier aux manifestants — en tête desquels les dockers et les fondeurs. Violents affrontements.

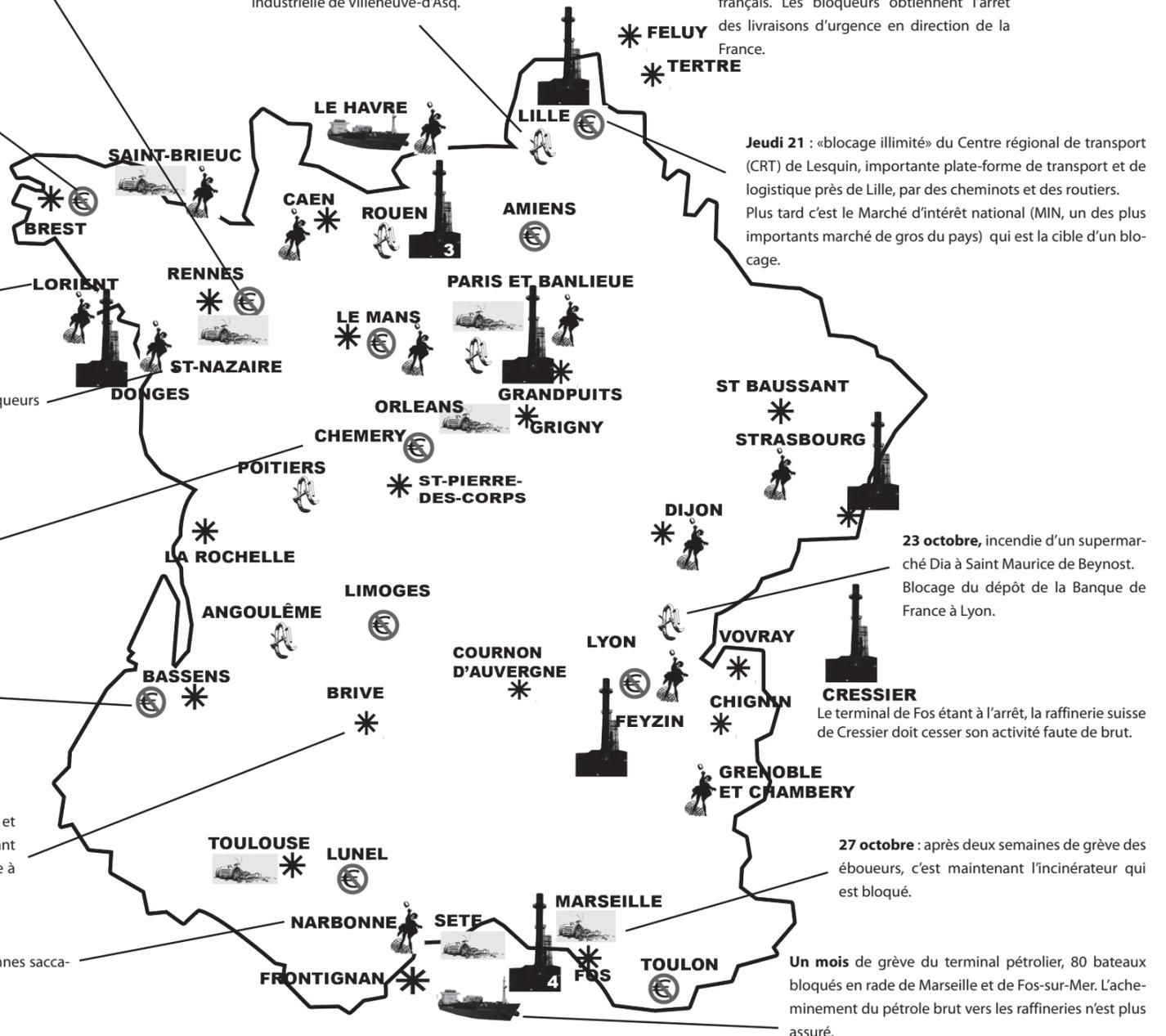
Dimanche 24, 300 personnes ont empêché les remorqueurs de ramener un pétrolier au port.

Mercredi 20, le plus grand site de stockage de gaz naturel de France est bloqué. Les salariés, en grève depuis une semaine, ont coupé les vannes de distribution.

25 octobre, la plate-forme logistique qui approvisionne les supermarchés du groupe Auchan du Sud-Ouest est bloquée jour et nuit par 200 personnes à l'appel de l'intersyndicale.

26 octobre, des habitants du Plateau de Millevaches et des syndicalistes brivistes se rejoignent par hasard devant le dépôt de carburant. Les CRS interviennent à 17h suite à l'arrivée d'un train d'approvisionnement.

Vendredi 22, une centaine de personnes saccagent le siège du patronat local.



Jeudi 21 : «blocage illimité» du Centre régional de transport (CRT) de Lesquin, importante plate-forme de transport et de logistique près de Lille, par des cheminots et des routiers. Plus tard c'est le Marché d'intérêt national (MIN, un des plus importants marchés de gros du pays) qui est la cible d'un blocage.

23 octobre, incendie d'un supermarché Dia à Saint Maurice de Beynost. Blocage du dépôt de la Banque de France à Lyon.

Le terminal de Fos étant à l'arrêt, la raffinerie suisse de Cressier doit cesser son activité faute de brut.

27 octobre : après deux semaines de grève des éboueurs, c'est maintenant l'incinérateur qui est bloqué.

Un mois de grève du terminal pétrolier, 80 bateaux bloqués en rade de Marseille et de Fos-sur-Mer. L'acheminement du pétrole brut vers les raffineries n'est plus assuré.

Pour trouver le bulletin Rebetiko du 18 octobre (avec la carte des dépôts, pipelines...) et l'info au jour le jour, consultez <http://juralibertaire.over-blog.com>

Pour envoyer vos infos de lutte : rebetiko@riseup.net



PIQUETS MOBILES : BLOQUONS LA VILLE
PIQUETS VOLANTS : BLOQUONS L'ARGENT



DEPOTS PETROLIERS PERTURBES
OU BLOQUES



TERMINAUX PETROLIERS:
FOS-SUR-MER ET LE HAVRE



«POUBELLES LA VIE»
ACTIONS ET GREVES DES EBOUEURS



RAFFINERIES EN GREVE OU PERTURBEES :
DONGES/FOS-SUR-MER/LAMEDE/BERRE
LAVERA/FEYZIN/REICHSSTETT/GRANDPUITS/
DUNKERQUE/GONFREVILLE-L'ORCHER/
PETIT-COURONNE/PORT-JEROME/
GRAVENCHON



AFFRONTEMENTS AVEC LES FORCES DE
L'ORDRE, PILLAGES ET EMEUTES



SABOTAGES : ERDF, SNCF,
SUPERMARCHES, ECOLES....

PAR SECTEURS :

CHEMINS DE FER : Les cheminots sont en grève sur tout le territoire, le trafic du frêt est fortement perturbé (90% du trafic bloqué depuis le début de la grève...). Quand les médias annoncent des chiffres concernant le nombre de TER qui roulent, il s'agit en fait des Transports Express Régionaux assurés en bonne partie par des bus de compagnies privées. Depuis quelques nuits, des voies sont endommagées (au nord de Poitiers) et la signalisation est perturbée (tous les feux deviennent rouges) par des fils de cuivre ou des tresses d'aluminium reliant les deux rails des voies électrifiées.

PORTS : Les dockers de plusieurs ports (Le Havre, Saint-Nazaire, Marseille...) sont en grève contre la réforme des retraites mais également contre une réforme portuaire.

AÉROPORTS : Perturbations à Marseille, Toulouse, Orly, Toulon, Clermont-Ferrand, Rennes, Nantes, Lyon...

RAFFINERIES : À Fos et Port-Jérôme-Gravenchon, la grève se termine

contre le paiement intégral des jours de grève. À Reichstett, c'est contre la garantie de non-fermeture du site que l'activité reprend. Quoi qu'il en soit, les blocages des terminaux pétroliers du Havre et de Fos bloquent l'arrivée du pétrole brut. Le gouvernement a ouvert l'utilisation des stocks stratégiques.

ROUTES : Nombreux blocages et opérations escargots sur des axes majeurs (autoroutes, rocades) : Nîmes, Lyon, Cahors, Alès, Rouen, Lille, Vannes, Brest, Nantes, Le Havre, Ille-et-Vilaine, Limoges, dans l'Indre près d'Issoudin, à Lomme, Amiens, Clermont-Ferrand, etc. L'agitation lycéenne a aussi bloqué pas mal de centres-villes tout au long de la semaine dernière.

BUS : Les dépôts ont été bloqués à Brest, Rennes (le déblocage au gaz lacrymogène n'aura fait qu'entraîner une grève spontanée des chauffeurs, Belfort (où un compromis a été trouvé : les bus circuleront, mais gratuitement pour la fin de la journée), Poitiers, Nantes, Marseille, Limoges.

LYCÉES : Entre 200 et 400 lycées ont été bloqués quotidiennement la semaine dernière. Dans de nombreuses villes, des centaines voire des milliers de lycéens ont été en grève tous les jours.

ÉNERGIE : Même si EDF/GDF n'est pas (encore ?) vraiment rentrée dans la partie, la France doit quand même importer plus d'électricité qu'en temps normal. Et les agents d'EDF ont pratiqué quelques coupures ciblées : au domicile d'un sénateur UMP, et à Périgueux dans tout un quartier en réaction à l'intervention policière contre une manif !

L'UNION DES INDUSTRIES CHIMIQUES annonce une perte de chiffre d'affaire de 100 millions d'euros par jour ; pour Air France, la mobilisation contre le projet des retraites représenterait chaque jour 5 millions d'euros de pertes (Lionel Guérin, le président de la Fédération nationale de l'aviation marchande (FNAM) allant jusqu'à affirmer que les pertes seraient déjà supérieures à celles induites par la volcan islandais).

SABLOCAGE

Bloquer l'économie, un geste insupportable pour ceux qui la dirigent, pour ceux qui en touchent les dividendes, pour ceux pour qui elle est le sens de tout.

Les flux s'enrayent, et c'est leur propre compétence à en assurer la fiabilité qui est mise en question. Au-delà de l'aspect financier, ce qui est atteint là, c'est la capacité du gouvernement à maîtriser le pays, à gouverner, « et ça, ce n'est pas possible dans une démocratie ». Quand des cheminots, des chômeurs, des imprimeurs, des bloqueurs de tous les horizons se retrouvent à la lueur de feux de palettes et de pneus, la structure sociale est déjà un peu bouleversée. La « population », même coincée dans les bouchons, soutient la démarche avec entêtement. Sur une rocade, un match de foot s'improvise, plus loin deux grévistes ont sorti des instruments de musique et ça danse un peu. Y'a de la joie, y'a de la vie. C'est un enjeu primordial d'habiter ces moments et ces endroits d'ordinaire si lisses et d'en faire des points de ralliement possibles, des lieux d'où le mouvement puisse s'étendre.

Face à cette menace, le gouvernement sort le grand jeu : déclarations fracassantes, menaces, arrêtés préfectoraux et réqui-

sition à Grandpuits, GIPN à Lyon, sécurité civile à Marseille, accélération du vote au Sénat... Les centrales syndicales, elles aussi, sortent le grand jeu depuis le 21 octobre : journées disséminées, blocages filtrants, épuisement programmé, sacrifice des plus déterminés (ceux des raffineries en premier). En retenant comme prochaines journées nationales le jeudi 28 octobre puis le samedi 6 novembre, elles nous proposent deux semaines de lente agonie et de beaux costards de vaincus pour les dix prochaines années, à la mode post-tatcheriste.

La force d'un mouvement se juge à l'aune de sa capacité à soutenir le rapport de force, à hausser le ton à la hauteur de l'arrogance du pouvoir. La question d'accentuer les blocages en pléines vacances scolaires se pose alors au travers de questions pratiques : comment faire quand arrivent les forces de l'ordre ? Jouer au chat et à la souris de ronds-points en ronds-points en laissant à chaque fois derrière soi des montagnes de

pneus enflammés ? Mais on est rapidement fatigué de courir. Alors ? Il faudrait faire durer l'effectivité du blocage au-delà de la présence des bloqueurs, qu'une fois ces derniers expulsés l'activité ne puisse pas reprendre instantanément, qu'elle soit au moins paralysée jusqu'au lendemain. A Donges, les wagons sont soudés aux rails, les pneus des camions citernes crevés ou dégonflés, à Périgueux des électriciens coupent le courant de tout un quartier après une charge de la police, et la SNCF, jamais en reste de ce côté-là, déplore que « des actes de malveillance pénalisent le retour à la normale des trafics ». Comment hausser le ton ? La réponse est peut-être basement technique : mettre hors d'état de fonctionner les machines et les infrastructures bloquées. Un savoir-faire existe, il ne tient qu'à nous de le partager et de l'enrichir sur les piquets, et d'en expérimenter les formes les plus efficaces.

Fragments d'entretien avec un gréviste de Donges



L : Les deux prochains jours de grève annoncés par les centrales, jeudi et samedi, c'est un peu rude, parce que c'est loin dans le temps par rapport à ce qui se tend aujourd'hui. Nous le problème, c'est qu'on n'a jamais été soutenus, au niveau de la pensée qu'on a. De la première grève le 24 juin contre

cette réforme jusqu'à aujourd'hui, la confédération de la CGT nous a jamais soutenus. C'est lamentable. (...) Ça pose un problème de ne pas être soutenus par les confédérations. Quand tu vois qu'au Portugal, la CGT décrète dès le 23 octobre la grève générale pour le 24 novembre ! En France, historiquement, ça s'est jamais fait un appel à la grève générale. Mais entre faire un appel et freiner des deux pieds... [..]

Rebetiko : Il y a une solidarité très forte entre différentes corporations. Par exemple, au moment du déblocage par les flics mercredi dernier, les dockers se sont mis en grève, la centrale électrique de Cordemais s'est arrêtée, la navale a débrayé et a manifesté avec vous.

L : Ouais, il y a eu aussi des blocages de ronds-points avec les mecs de la navale, et avec eux ça fait pas mine. Ils ont été jusqu'à scier des arbres sur le rond-point. Ce qu'ils ont fait aussi chez eux, c'est qu'ils ont pris deux wagons et ils les ont soudés sur des rails, pour bloquer la route.

Pour ça ils sont forts, on en a à apprendre. Ce jour-là, ça a été une belle pagaille, ça a été une journée fantastique. Donges était en état de siège, c'était quelque chose, tellement y avait de flics, de militants, de salariés qu'ont débrayé. Un élan de solidarité vraiment bonard.

[..]

Rebetiko : Et ça s'est passé comment l'opération gasoil gratuit à la station le 21 ?

L : Hortefeux réquisitionne du personnel gréviste, soit sur les installations des raffineries soit sur les dépôts pour ouvrir les vannes, et à côté de ça il ne donne pas de bons de réquisition ni aux hôpitaux ni aux pompiers. C'est scandaleux. Et il nous accuse de fermer les vannes de manière constante et de ne pas vouloir approvisionner la protection civile. Alors que la police et la gendarmerie, eux ils peuvent se servir copieusement. Mais nous on n'est pas du tout dans

cette démarche-là, si on a besoin de rouvrir les vannes pour la protection civile, on le fera, on n'est pas aussi déglingsos que ça ! D'où la démarche d'hier de s'accaparer une station, on avait appelé les pompiers, les ambulances et les particuliers, pour qu'on les serve gratuitement.

[..]

L : Tous les dépôts en France il sont dans le rouge. C'est pour ça qu'ils commencent à s'attaquer aux raffineries. Ils ont commencé à réquisitionner les personnels. Il reste encore des militants qui bloquent aussi certains dépôts et faut que ça continue. Ils sont complètement acculés ! Leur seul moyen maintenant c'est de s'en prendre au droit de grève des raffineries pour qu'ils reprennent leur activité puis qu'ils redémarrent les installations. On en est là. Ils ont pas d'autres solutions. Nous on reconduit jusqu'à vendredi, après on avisera. Après il peut se passer des choses dans la semaine.

Rebetiko : Vous êtes prêts à soutenir vraiment une situation de pénurie grave ?

L : Oui. (rires) Bien sûr que oui, on n'a pas fait ça pour rien.



LES CAISSES QU'ON ATTEND...

Pour faire vivre les piquets, pallier les journées de salaires perdues et parfois tenir face à la répression, la grève a besoin d'argent.

À défaut de pouvoir facilement aller le chercher là où il y en a beaucoup (« dans les caisses du patronat »), c'est le mouvement qui doit financer le mouvement. Les débrayages de quelques centaines de salariés des raffineries françaises suffisent à menacer sérieusement d'arrêter le pays, pas besoin d'attendre la grève générale et que tout le monde cesse de travailler. Les collectes lors des manifs du 19 à Nantes ou au Mans ont rapporté respectivement plus de 7500 € et 4500 € pour les salariés de la raffinerie de Donges et les bloqueurs du dépôt pétrolier manceau.

Les précaires pour qui grève = licenciement, les profs dont la fac ou le lycée sont bloqués ou lock-outés, les salariés qui se lanceraient bien mais que les collègues ne suivent pas : tout ceux qui se sentent partie prenante du mouvement mais qui gardent leur salaire doivent financer la lutte. C'est l'idée des caisses de grève : mettre en circulation les moyens propres au mouvement (tout comme quand les étudiants désertent les facs pour aller bloquer une usine, ou que des paysans fournissent en légumes une cantine de grève). Ceux qui sont en grève illimitée le disent depuis le début : ils ne tiendront pas seuls ; ce n'est pas qu'une question de fric, c'est la nécessité de se sentir appuyés. Bien sûr, les caisses ne devraient pas être un moyen simple de soulager sa conscience avant de repartir bosser, délesté de quelques euros et des questions sur ce qu'on pourrait faire. Pas de caisses de bienfaisance, pas de dames patronnesses... Il n'y a évidemment pas à juger ceux qui sont réellement « coincés », il faut au contraire leur permettre de prendre part à la lutte. Parce qu'une caisse, ça s'organise aussi le soir, le week-end, ça s'im-

mise dans les vies : faire jouer le copain musicien dans un bar, placer des tontines dans l'épicerie du coin, chez le coiffeur, dans son club de foot, récupérer du matériel, des denrées...

Les caisses qui commencent à se mettre en place prennent diverses formes : gérées par les sections syndicales quand elles sont liées directement à une boîte (cf. la liste des caisses des raffineries ci-dessous), ou mises en place à l'échelle d'une ville comme outil du mouvement, à l'initiative d'AG interpro ou de syndicats. Mais l'on voit aussi fleurir des caisses autonomes, sur des territoires (la caisse du quartier, de la commune, etc.), fondées par les habitants, qui ont l'avantage de ne rien déléguer aux syndicats, de donner l'argent directement aux gens du coin, et surtout de réfléchir par elles-mêmes aux besoins réels, en tendant donc davantage vers une auto-organisation du mouvement, et en permettant par conséquent de le faire vivre au-delà du moment fatidique où les syndicats sonneront la fin de la récré. Et de le faire vivre d'une autre manière aussi. Car alors ce qui est collecté ou récupéré peut permettre de penser d'autres actions, de ne pas rester figés sur les piquets, de faire en sorte que le combat dépasse les carrefours et les grilles que l'on bloque.

CAISSES DE GRÈVE LOCALES :

Les caisses ci-dessous sont gérées localement, même si elles utilisent souvent le compte en banque d'une organisation syndicale.

- Rennes : caisse à l'initiative de l'AG étudiants-précaires-chômeurs-salariés, reprise par l'AG interpro.
- Toulouse : chèques à l'ordre de « CNT Interpro 31 » à envoyer au 18 avenue de la Gloire, 31500 Toulouse.
- Foix : (FSU/Solidaires) collectifretraire09@gmail.com ; <http://solidaires09.over-blog.com/article-charte-de-la-caisse-de-soutien-aux-grevistes-retraites-ariège-59242092.html>
- Montpellier : caisse issue de l'AG interpro : Solidaires 34, Caisse de Solidarité, 23 rue Lakanal, 34090 Montpellier.
- Plateau de Millevaches : caisse issue d'une assemblée populaire d'habitants.

Rappel : quelques caisses de solidarité contre la répression

- Rennes : bonnetsrouges@boum.org
- Bordeaux : collectif.clap33@gmail.com
- Dijon : caisse-de-solidarite@brassicanigra.org
- Lyon : caissedesolidarite@riseup.net
- Grenoble : antirepgre@no-log.org ; tel : 09.75.17.03.36
- Périgueux : antirep24@riseup.net
- Poitiers : antirep86@free.fr
- Strasbourg : legalteam-strasbourg@effraie.org
- Une liste plus fournie sur http://juralibertaire.over-blog.com/pages/les-caisses_de_solidarite-2267931.html